

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
EXTRA 43/02

ÉFAI – 020367 – AMR 51/091/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

PEINE DE MORT

ÉTATS-UNIS (TEXAS) Robert Otis Coulson (h), blanc, 34 ans

Londres, le 7 juin 2002

Robert Coulson doit être exécuté dans l'État du Texas le 25 juin 2002. Il a été condamné à mort pour le meurtre de sa sœur et de son mari, tués en 1992.

Les corps carbonisés de cinq membres de la famille Coulson ont été découverts après que des pompiers eurent été appelés pour éteindre un incendie qui s'était déclaré dans une maison de Houston le 13 novembre 1992. Les personnes décédées étaient les parents adoptifs de Robert Coulson, Otis et Mary Coulson, leurs filles adoptives Sarah Coulson et Robin Coulson Wentworth, ainsi que le mari de cette dernière, Richard Wentworth. Robert Coulson a été jugé pour le meurtre de Robin Coulson Wentworth (sa sœur biologique) et de Richard Wentworth.

Au cours du procès, en juin 1994, le ministère public a affirmé que Robert Coulson avait commis ces meurtres pour devenir le seul bénéficiaire de la succession de ses parents, d'une valeur de 600 000 dollars (environ 636 280 euros). Selon l'accusation, il s'était arrangé pour que sa famille se trouve à la maison le 13 novembre 1992, les avait réduits à l'impuissance, leur avait lié les mains, leur avait recouvert la tête d'un sac en plastique, puis avait versé de l'essence sur leur corps avant d'y mettre le feu (les autopsies effectuées sur les cadavres ont révélé que les victimes étaient mortes asphyxiées par les sacs avant que le feu ne soit déclenché). Aucune preuve matérielle ni déposition de témoin oculaire établissant son implication dans le crime n'a été présentée à l'audience. La thèse du ministère public reposait sur le témoignage de son complice présumé, Jared Althaus. Également accusé de meurtre passible de la peine capitale, cet homme a conclu un accord avec le ministère public, en vertu duquel il a plaidé coupable des faits qui lui étaient reprochés et s'est vu condamner à une peine de dix ans de réclusion, dont il a purgé la moitié avant de bénéficier d'une libération conditionnelle.

Après de nombreuses tentatives avortées, le ministère public a été autorisé à produire comme éléments de preuve une enveloppe et deux photographies de celle-ci, prétendument prises sur les lieux du crime la nuit des meurtres. Au dos de l'enveloppe figuraient des informations sur un projet de prêt commercial destiné à Robert Coulson, dont celui-ci avait discuté avec son père dans le courant de l'année. Cette enveloppe a été présentée comme preuve pour corroborer les allégations de Jared Althaus, selon lesquelles Robert Coulson avait appelé son père pour parler affaires de nouveau et était attendu à la maison. Les clichés montraient l'enveloppe posée en évidence sur le bureau d'Otis Coulson, dans son cabinet de travail, ce qui laissait à penser que ce dernier l'avait placée là dans l'attente de leur prochain entretien. Dans ses déclarations finales, le représentant du ministère public a affirmé aux jurés que l'enveloppe confirmait le témoignage de Jared Althaus. Au cours de ses délibérations, tant au terme de l'audience sur la culpabilité que de l'audience sur la peine, le jury a demandé à voir « l'enveloppe qui était sur le bureau ». En appel, le ministère public a affirmé que « l'enveloppe était un élément de preuve important tout simplement parce qu'elle avait été découverte sur le bureau d'Otis Coulson la nuit des meurtres ». Confirmant la condamnation à mort de Robert Coulson en 1996, la Cour d'appel pénale du Texas a souligné que la valeur probante de l'enveloppe résidait dans le fait qu'elle avait été « découverte sur le bureau d'Otis Coulson la nuit des meurtres ... [ce qui] tendait à montrer qu'Otis Coulson se préparait à discuter des projets commerciaux du requérant vers le moment des meurtres ».

Or, il a été prouvé par la suite que ces photographies n'avaient pas été prises la nuit des meurtres, mais le lendemain. Un enregistrement vidéo des lieux du crime montre en effet que l'enveloppe n'était sur le bureau. Il semble qu'elle avait été découverte par des enquêteurs dans une pile de documents, sous un presse-papiers, le 14 novembre 1992 et déplacée par un policier afin d'être photographiée à un endroit plus en vue, sur le bureau. En appel, la justice fédérale a convenu que l'enveloppe était une fausse preuve, mais estimé que son utilisation au procès était sans conséquence, malgré l'importance manifeste accordée à sa localisation par le magistrat du parquet en première instance, par le jury, par le ministère public en appel et par la Cour d'appel pénale du Texas.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amnesty International est opposé en toutes circonstances à la peine capitale, indépendamment de la question de savoir si la personne accusée d'un crime passible de ce châtiment en est coupable ou innocente, de la gravité des faits qui lui sont reprochés, de l'existence ou de l'absence de circonstances atténuantes pouvant être invoquées en sa faveur, ou de la méthode d'exécution utilisée par les autorités pour lui ôter la vie. L'organisation estime que chaque condamnation à mort est un affront à la dignité humaine, et que chaque exécution constitue un symptôme de la violence, et non un remède à ce fléau.

Une nette majorité de pays – 111 à ce jour – ont aboli la peine capitale *de jure* ou *de facto*. En outre, la communauté internationale a exclu la possibilité pour les juridictions internationales de prononcer la peine de mort, même pour les crimes les plus graves, à savoir le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Depuis que les exécutions judiciaires ont repris aux États-Unis en 1977, les autorités américaines ont ôté la vie à 780 hommes et femmes, dont plus de 600 depuis 1990. Le Texas a tué 271 de ces condamnés à mort et procédé à 15 des 31 exécutions qui ont eu lieu aux États-Unis depuis le début de l'année.

Plus de 100 prisonniers ont été libérés des couloirs de la mort américains depuis 1973 après que leur innocence eut été prouvée. D'autres ont été exécutés alors que subsistaient de sérieux doutes quant à leur culpabilité. Robert Coulson n'a jamais cessé de clamer son innocence. Amnesty International n'est pas en mesure de se prononcer sur la crédibilité de ses affirmations, et s'oppose en tout état de cause à son exécution. Force est néanmoins de constater que la thèse de l'accusation ne reposait sur aucune preuve matérielle ni déposition de témoin oculaire établissant son implication dans le crime. En outre, le ministère public a eu recours à une fausse preuve et à un type de témoignage notoirement sujet à caution – celui d'un coaccusé encourant la peine capitale qui a accepté de plaider coupable des faits qui lui était reprochés en contrepartie d'une peine moins lourde requise par le ministère public.

Aux termes des Garanties des Nations unies pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort : « *La peine capitale ne peut être exécutée que lorsque la culpabilité de la personne accusée d'un crime repose sur des preuves claires et convaincantes ne laissant place à aucune autre interprétation des faits.* »

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après, et que vous rédigerez (en anglais ou dans votre propre langue) en utilisant vos propres mots et en vous inspirant des recommandations suivantes :

- reconnaissez l'extrême gravité du crime commis contre cinq membres de la famille Coulson, et expliquez que vous ne cherchez aucunement à excuser les actes qui leur ont coûté la vie ;
- déclarez-vous opposé en toutes circonstances à la peine de mort ;
- soulignez que l'application de la peine capitale est fréquemment marquée par des erreurs aux États-Unis, et dites-vous préoccupé par les aspects troublants de cette affaire, dans le cadre de laquelle la thèse de l'accusation reposait sur une fausse preuve ainsi que sur un type de témoignage notoirement sujet à caution – celui d'un coaccusé qui encourait également la peine capitale avant de conclure un accord avec le ministère public ;
- mentionnez les dispositions des Garanties des Nations unies pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, selon lesquelles la « *peine capitale ne peut être exécutée que lorsque la culpabilité de la personne accusée d'un crime repose sur des preuves claires et convaincantes ne laissant place à aucune autre interprétation des faits* » ;
- demandez instamment que la condamnation à mort de Robert Coulson soit commuée.

APPELS À :

Président du Comité des grâces et des libérations conditionnelles du Texas :

Gerald Garrett, Chairperson
Texas Board of Pardons and Paroles
P.O. Box 13401, Austin
Texas 78711-3401, États-Unis
Fax : +1 512 463 8120

Formule d'appel : *Dear Mr Chairperson,* / Monsieur le Président,

COPIES À :

Gouverneur du Texas :

The Honourable Rick Perry
Governor of Texas, State Capitol
P.O. Box 12428, Austin
TX 78711, États-Unis

Fax : + 1 512 463 1849 / + 1 512 463 0039 / + 1 512 463 1932

ainsi qu'aux représentants diplomatiques des États-Unis dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*